



VILLE DE PETIT-BOURG

Rue Victor Schoelcher

97170 PETIT-BOURG

Marché de fournitures

Cahier des clauses
administratives
particulières

Objet du marché : **Achat, livraison de boissons
(alcoolisées et non alcoolisées) et articles à usage
unique.**

Numéro de Marché :

Article 1 – Définition des prestations

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :
Achat, livraison de boissons (alcoolisées et non alcoolisées) et articles à usage unique.

Article 2 – Décomposition des prestations

Lot n°1 : Champagne (Lot n°1 du dossier initial)

Boissons alcoolisées entre milieu de gamme et haut de gamme

Lot n°2 : Achat de sodas et jus (Lot n°3 du dossier initial)

Boissons non alcoolisées comprenant jus de fruits, boissons aromatisées, édulcorées, sirops de fruits, limonades, sodas divers et toutes boissons à base d'eau ou de fruits ne contenant pas d'alcool et de toutes contenances, conditionnées sous toutes les formes : bouteilles en verre, bouteilles en plastique, canettes

Lot n°3 : Achat et livraison d'eau de source (Lot n°4 du dossier initial)

Boissons non alcoolisées comprenant de source, gazeuses et non gazeuses

Lot n°4 : Achat d'articles à usage unique (Lot n°5 du dossier initial)

Produits effectivement utilisés en contact avec les types de produits alimentaires : secs, gras, aqueux, laitiers, acides, alcooliques. Produits à utiliser dans des conditions de températures et de temps varié, matière compostable et biodégradable

Article 3 – Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à sa notification pour une durée initiale de 12 mois. Il est renouvelable 2 fois par reconduction tacite pour une période de 12 mois.

Le pouvoir adjudicateur pourra renoncer à la reconduction tacite par dénonciation expresse faite un mois avant l'échéance du contrat par l'envoi d'un préavis au titulaire du marché avec recommandé et accusé de réception.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite ci-avant.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction tacite définie ci-avant.

Article 4 – Délai d'exécution des prestations

Délais d'exécution des bons de commande :

Le délai de livraison des fournitures est fixé dans chaque bon de commande et court à compter de la notification de celui-ci.

Article 5 – Clause d'open data

Conformément à l'article 37.4.3 du CCAG-FCS le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Article 6 – Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le mémoire justificatif
- Le cahier des clauses administratives générales – fournitures courantes et services (CCAG -FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1er avril 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)

Article 7 – Type de prix

Les prestations sont traitées à prix unitaires.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Article 8 – Modalités de variation du prix

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées ci-après.

Les prix unitaires du bordereau de prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées après ajustement par référence au tarif ou catalogue public du fournisseur que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

Périodicité de la révision

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG :

Les prix sont révisés à chaque reconduction de l'accord-cadre. Les prix sont réputés fermes jusqu'au dernier jour de la période en cours.

Article 9 - Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois correspondant à la date à laquelle l'offre a été remise par le titulaire, conformément au CCAG.

Ce mois est appelé mois zéro (M0).

Article 10 – Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation.

Article 11 - Clause de préavis

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire parvenir au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

Article 12 - Clause de butoir

La variation des prix ne peut en aucun cas excéder le prix initial majoré de 3 %.

Article 13 - Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date du changement du prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3 %.

Article 14 - Clause de prix promotionnel et temporaire

Le titulaire adresse au pouvoir adjudicateur le tarif promotionnel, par tout moyen lui permettant de donner date certaine, en lui indiquant notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le nouveau tarif est alors annexé au marché et son entrée en vigueur ne nécessite pas la passation d'un avenant.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix initiaux (éventuellement révisés) annexés à l'acte d'engagement entrent à nouveau en vigueur.

Article 15 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes

Accord-cadre à bons de commande mon attributaire, passé par un pouvoir adjudicateur avec montant maximum et sans remise en compétition lors de l'attribution des bons de commande, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Article 16 – Montant de l'Accord-cadre

Concernant le lot n°1 Champagne (Lot n°1 du dossier initial) :

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 15 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 15 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 15 000.00 euros HT.

Concernant le lot n°2 Achat de sodas et jus (Lot n°3 du dossier initial):

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 15 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 15 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 15 000.00 euros HT.

Concernant le lot n°3 Achat et livraison d'eau de source (Lot n°4 du dossier initial):

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 20 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 20 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 20 000.00 euros HT.

Concernant le lot n°4 Achat d'articles à usage unique (Lot n°5 du dossier initial):

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période initiale est de 10 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°1 est de 10 000.00 euros HT.

Le montant maximum de commandes pour la durée de la période de reconduction n°2 est de 10 000.00 euros HT.

Article 17 – Mentions des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande.

Les bons de commande indiquent :

- la référence à l'accord-cadre ;
- la désignation des fournitures ;
- la quantité commandée ;

Les bons de commande sont signés par : Monsieur David NEBOR, Maire ou son représentant.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Conformément à l'article R2162-5 du code de la commande publique, la durée d'exécution du(des) dernier(s) bon(s) de commande émis dans le cadre de l'accord-cadre est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre. L'acheteur ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

Article 18 – Dérogation à l'exclusivité des commandes auprès du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du présent marché, pour des besoins occasionnels dont le montant cumulé ne dépasse pas 1 % du montant total du marché, ni la somme de 10 000 euros HT. Le recours à cette possibilité ne dispense pas le pouvoir adjudicateur de respecter son engagement de passer des commandes à hauteur du montant minimum du marché lorsque celui-ci est prévu.

Le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du présent marché, pour des besoins occasionnels dont le montant cumulé ne dépasse pas 1 % du montant total du marché, ni la somme de 10 000 euros HT. Le recours à cette possibilité ne dispense pas le pouvoir adjudicateur de respecter son engagement de passer des commandes à hauteur du montant minimum du marché lorsque celui-ci est prévu.

Le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du présent marché, pour des besoins occasionnels dont le montant cumulé ne dépasse pas 1 % du montant total du marché, ni la somme de 10 000 euros HT. Le recours à cette possibilité ne dispense pas le pouvoir adjudicateur de respecter son engagement de passer des commandes à hauteur du montant minimum du marché lorsque celui-ci est prévu.

Article 19 – Description des fournitures

Sont définies dans le cahier des charges

Article 20 – Emballage

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages sont conservés par le pouvoir adjudicateur.

Article 21 – Transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

Article 22 – Modalités de livraison

Les fournitures doivent être livrées selon les modalités précisées dans les documents techniques de l'accord-cadre.

Article 23 – Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel

Le pouvoir adjudicateur aménage, à ses frais, les locaux destinés à l'installation du matériel et, le cas échéant, après consultation du titulaire, pourvoit à leur maintenance et à leur approvisionnement en fluides. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire de la disponibilité des locaux au moins quinze jours avant la date de livraison du matériel.

Article 24 – Opérations de vérification

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps dans les conditions prévues à l'article 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.3 du CCAG-FCS, en cas de livraison par parties distinctes, les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la réception de la dernière partie livrée.

La personne chargée des vérifications est : Madame Murielle LANDAIS
Responsable du Service Approvisionnement.

Article 25 – Admission, ajournement, réfaction et rejet

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

La personne chargée de l'admission des prestations est : Madame Murielle LANDAIS
Responsable du Service Approvisionnement.

Article 26 – Sous-traitance des prestations

Par application de l'article L2193-1 du code de la commande publique, la sous-traitance n'est pas autorisée.

Article 27 – Modalités de paiement

Les prestations sont réglées par des paiements partiels définitifs et un solde.

Les versements des paiements partiels définitifs sont effectués à réception de chaque facture relative à un bon de commande exécuté.

Article 28 – Forme des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi.

Article 29 – Dématérialisation des paiements

La facturation en ligne sera utilisée. En vertu de l'article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires de marchés conclus avec l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique.

Les opérateurs économiques ont l'obligation de transmettre leur facturation de façon dématérialisée au moyen de la plateforme chorus-pro.gouv.fr.

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Modalités pratiques pour transmettre les factures sur le portail Chorus

le titulaire est invité à utiliser Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> en spécifiant le n° SIRET de la collectivité : 21971118100012.

Mentions obligatoires des factures électroniques :

Les factures électroniques comportent les mentions obligatoires listées par l'article D2192-2 du code de la commande publique, sans se substituer aux mentions prévues par l'article L441-3 du code de commerce et l'article 242 nonies A du Code Général des Impôts au regard du droit fiscal.

Article 30 – Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si l'accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

Article 31 – Monnaie de compte de l'accord-cadre

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro pour toutes les parties prenantes.

Article 32 – Délai de paiement

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles L2192-10 à L2192-14 et R2192-12 à R2192-36 du code de la commande publique.

Sous réserve des dispositions prévues aux articles R. 2192-13, R. 2192-17 et R. 2192-18, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le marché le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Intérêts moratoires et indemnités sanctionnant le retard de paiement

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article L2192-13 du code de la commande publique est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article L2192-13 alinéa 3 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros, conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique.

Article 33 – Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Article 34 – Dispositions concernant l'avance - lot n°1

Aucune avance n'est prévue.

Article 35 – Dispositions concernant l'avance - lot n°2

Aucune avance n'est prévue.

Article 36 – Dispositions concernant l'avance - lot n°3

Aucune avance n'est prévue.

Article 37 – Dispositions concernant l'avance - lot n°4

Aucune avance n'est prévue.

Article 38 – Garantie technique

Les dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS s'appliquent.

Article 39 – Assurances de responsabilité civile professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 40 – Règles générales d'application des pénalités

Article 40.1 Modalités de retenue des pénalités

Les pénalités constituent un élément du décompte général du marché qui ne peut pas être isolé du solde.

Article 41 – Pénalités de retard

Article 41.1 Calcul des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire subit, par jour de retard dans l'achèvement des prestations, une pénalité de 50 euros HT.

Les stipulations ci-dessus s'entendent pour un retard constaté par rapport au délai d'exécution fixé dans chaque bon de commande.

Article 41.2 Plafonnement des pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut dépasser 5 % du montant total hors taxes de l'accord-cadre.

Article 41.3 Exonération des pénalités de retard

Les pénalités ne donnent pas lieu à une quelconque exonération en deçà d'un certain montant de pénalité, comme prévu à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS. Les pénalités sont intégralement dues au pouvoir adjudicateur.

Article 41.4 Mise en œuvre des pénalités de retard

Les pénalités de retard ne sont appliquées que suite à une phase de contradictoire avec le titulaire du marché, invité par l'acheteur à présenter ses observations, comme indiqué à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Article 42 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Suite à mise en demeure restée infructueuse, le titulaire de l'accord-cadre qui ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt au libre choix du pouvoir adjudicateur soit l'application d'une sanction financière, soit la résiliation de l'accord-cadre. La sanction choisie par le pouvoir adjudicateur est mentionnée dans la dite mise en demeure.

En cas d'application d'une sanction financière, celle-ci est de 10 % du montant initial de l'accord-cadre, sans pouvoir excéder 225000 euros (45000 euros si le cocontractant est une personne physique), ou sans pouvoir excéder 375000 euros (75000 euros si le cocontractant est une personne physique) en cas d'emploi dissimulé d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

En cas d'application de la résiliation, celle-ci est faite sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 43 – Résiliation

Il est fait application des dispositions du CCAG-FCS sur la résiliation, sous les réserves suivantes :

Conformément au code de la commande publique et par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre sans indemnité, ni mise en demeure préalable :

- lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11, conformément à l'article L2195-4 du code de la commande publique.
- lorsque celui-ci n'aurait pas dû être attribué à un opérateur économique en raison d'un manquement grave aux obligations prévues par le droit de l'Union européenne en matière de marchés qui a été reconnu par la Cour de justice de l'Union européenne, en vertu de l'article L2195-5 du code de la commande publique.
- lorsque l'exécution du contrat ne peut être poursuivie sans une modification contraire aux dispositions prévues par l'article L2194-1, en vertu de l'article L2195-6 du code de la commande publique.
-

Résiliation pour motif d'intérêt général

Le taux de l'indemnité versée au titulaire appliquée sur le montant hors taxe de la partie résiliée de l'accord-cadre est de 5 %.

Article 44 – Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux dispositions de l'accord-cadre ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Article 45 – Attribution de compétence

Le Tribunal Administratif de BASSE-TERRE est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de cet accord-cadre.

Article 46 – Dérogations

L'article 8 - Modalités de variation du prix déroge à l'article 10.2.2 du CCAG-FCS.

L'article 3 - Durée du marché déroge à l'article 13 du CCAG-FCS.

L'article 20 - Emballage déroge à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS.

L'article 24 - Opérations de vérification déroge 28.3 du CCAG-FCS.

L'article 41.1 - Calcul des pénalités de retard déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

L'article 41.2 - Plafonnement des pénalités de retard déroge à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS.

L'article 41.3 - Exonération des pénalités déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

L'article 43 - Résiliation déroge à l'article 38 du CCAG-FCS.